



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS
LA HAYE**

**CONVENTION SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS
AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE
(La Haye, le 23 novembre 2007)**

Notification conformément à l'article 65 de la Convention

RATIFICATION

Géorgie, 14-05-2024

Conformément à son article 60, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour la Géorgie le 1^{er} septembre 2024.

RÉSERVES

Géorgie, 14-05-2024

(Traduction)

« 1. Les réserves suivantes sont formulées à l'égard de la Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille :

a) Conformément à l'article 62, la Géorgie se réserve le droit de limiter l'application de la Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 2. Ainsi, la Géorgie appliquera la Convention aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne âgée de moins de 18 ans.

b) Conformément à l'article 62, la Géorgie émet une réserve concernant le paragraphe 3 de l'article 44, à savoir qu'elle s'oppose à l'utilisation du français comme langue de communication entre les Autorités centrales. »

DÉCLARATIONS

Géorgie, 14-05-2024

(Traduction)

« 2. Les déclarations suivantes sont faites en ce qui concerne la Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille :

a) Conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la Convention, le ministère de la Justice de la Géorgie sera désigné comme Autorité centrale en Géorgie ;

b) Conformément à l'article 63, paragraphe 1 et à l'article 11, paragraphe 1, alinéa g de la Convention, en ce qui concerne les demandes visées à l'article 10, la Géorgie exige la liste suivante de documents et d'informations supplémentaires :

b.a) Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1, point b :

b.a.a) La demande d'exécution d'une décision comprend :

b.a.a.a) La requête adressée à la Cour suprême de Géorgie ;

b.a.a.b) Le titre de la juridiction qui rend la décision, la date de la décision et les coordonnées des parties à la procédure ;

b.a.a.c) Les coordonnées du compte bancaire sur lequel les montants exécutés doivent être transférés ;

- b.a.a.d) La signature du demandeur et, au cas où le demandeur est mineur, la signature du représentant légal sur la demande ;
- b.a.a.e) Les informations relatives au lieu où se trouve le débiteur ;
- b.a.a.f) En cas d'inexistence du document original d'une décision, des informations sur la raison de cette inexistence ;
- b.a.b) La demande d'exécution d'une décision doit être accompagnée des documents suivants :
 - b.a.b.a) Le document original ou une copie dûment certifiée conforme de la décision ;
 - b.a.b.b) Un document confirmant l'entrée en vigueur de la décision ;
 - b.a.b.c) Une copie certifiée conforme de l'acte de mariage, si nécessaire ;
 - b.a.b.d) Une copie certifiée conforme du certificat de divorce, si nécessaire ;
 - b.a.b.e) L'acte de naissance ou l'acte d'adoption de l'enfant, si nécessaire ;
 - b.a.b.f) Les pièces justificatives à joindre à la demande (remarque : ces documents doivent être des originaux ou des copies certifiées conformes) ;
 - b.a.b.g) Tout autre document pertinent demandé par la juridiction/l'autorité centrale.
Remarque : les documents rédigés dans une langue étrangère/la langue originale doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme en langue géorgienne ;
- b.b) Demandes au titre de l'article 10, paragraphe 1, points c et d :
 - b.b.a) La demande d'aliments pour enfants comprend :
 - b.b.a.a) Les informations d'identification du répondant (numéro d'identification, date de naissance) ;
 - b.b.a.b) Une indication du montant mensuel de la pension alimentaire demandée et de la période pour laquelle la pension alimentaire est demandée ;
 - b.b.a.c) Les informations relatives aux représentants du créancier et du débiteur ;
 - b.b.a.d) Les informations relatives à la relation entre le créancier et le débiteur ;
 - b.b.a.e) Les informations relatives aux dépenses mensuelles du créancier ;
 - b.b.a.f) Les informations relatives à la formation et l'emploi du parent qui s'occupe de l'enfant ;
 - b.b.a.g) La référence aux éléments de preuve qui doivent être utilisés pour étayer les faits ;
 - b.b.a.h) Les informations relatives à la situation matrimoniale et sociale du créancier et du débiteur.
 - b.b.b) La demande d'établissement d'une décision accordant une pension alimentaire pour enfants doit être accompagnée des documents suivants :
 - b.b.b.a) Action civile ;
 - b.b.b.b) Documents relatifs à la situation financière (par exemple, recettes/dépenses/actifs) ;
 - b.b.b.c) Documents attestant la cessation du mariage ou de toute autre relation, le cas échéant ;
 - b.b.b.d) L'acte de naissance ou l'acte d'adoption de l'enfant, si nécessaire ;
 - b.b.b.e) La demande d'assistance juridique ;
 - b.b.b.f) Documents confirmant la relation parent-enfant ;
 - b.b.b.g) La décision de l'autorité compétente sur la nomination d'un gardien ou d'un tuteur ;
 - b.b.b.h) Les pièces justificatives à joindre à la demande (remarque : ces documents doivent être des originaux ou des copies certifiées conformes) ;
 - b.b.b.i) Tout autre document pertinent demandé par la juridiction/l'autorité centrale.
Remarque : les documents rédigés dans une langue étrangère/la langue originale doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme en langue géorgienne.
- b.c) Demande au titre de l'article 10, paragraphe 1 points e et f :
 - b.c.a) La demande de modification d'une décision établissant une pension alimentaire comprend :
 - b.c.a.a) Le titre de la juridiction qui rend la décision, la date de la décision et les coordonnées des parties à la procédure ;
 - b.c.a.b) Le montant mensuel de la pension alimentaire demandée par la partie ;
 - b.c.a.c) Une indication du changement de circonstances justifiant la demande de modification du montant de la pension alimentaire ;
 - b.c.a.d) Les coordonnées du compte bancaire sur lequel les montants accordés doivent être transférés ;
 - b.c.a.e) La référence aux éléments de preuve qui doivent être utilisés pour étayer les faits ;
 - b.c.a.f) Les informations relatives au lieu où se trouve le débiteur ;
 - b.c.a.g) La signature du demandeur et, au cas où le demandeur est mineur, la signature du représentant légal sur la demande ;
 - b.c.b) La demande de modification d'une décision accordant une pension alimentaire pour enfants doit être accompagnée des documents suivants :
 - b.c.b.a) Action civile ;

- b.c.b.b) L'original ou une copie certifiée conforme de la décision de la juridiction ;
- b.c.b.c) Documents relatifs à la situation financière (par exemple : recettes, dépenses, actifs) ;
- b.c.b.d) Les informations relatives à la situation financière du créancier ou débiteur ;
- b.c.b.e) L'acte de naissance ou l'acte d'adoption de l'enfant, si nécessaire ;
- b.c.b.f) La demande d'assistance juridique ;
- b.c.b.g) Une copie certifiée conforme de l'acte de mariage, si nécessaire ;
- b.c.b.h) Une copie certifiée conforme du certificat de divorce, si nécessaire ;
- b.c.b.i) Les pièces justificatives à joindre à la demande (remarque : ces documents doivent être des originaux ou des copies certifiées conformes) ;
- b.c.b.j) Tout autre document pertinent demandé par la juridiction/l'autorité centrale.
Remarque : les documents rédigés dans une langue étrangère/la langue originale doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme en langue géorgienne ;
- b.d) Demande au titre de l'article 10, paragraphe 2, points b et c :
 - b.d.a) La demande de modification d'une décision accordant une pension alimentaire comprend :
 - b.d.a.a) Le titre de la juridiction qui rend la décision, la date de la décision et les coordonnées des parties à la procédure ;
 - b.d.a.b) Le montant mensuel de la pension alimentaire demandée par une partie ;
 - b.d.a.c) Une indication du changement de circonstances justifiant la demande de modification du montant de la pension alimentaire ;
 - b.d.a.d) Les coordonnées du compte bancaire sur lequel les montants accordés doivent être transférés ;
 - b.d.a.e) La référence aux éléments de preuve qui doivent être utilisés pour étayer les faits ;
 - b.d.a.f) Les informations relatives au lieu où se trouve le débiteur ;
 - b.d.a.g) La signature du demandeur.
 - b.d.b) La demande de modification d'une décision accordant une pension alimentaire pour enfants doit être accompagnée des documents suivants :
 - b.d.b.a) Action civile ;
 - b.d.b.b) L'original ou une copie certifiée conforme de la décision de la juridiction ;
 - b.d.b.c) Documents relatifs à la situation financière (par exemple : recettes, dépenses, actifs) ;
 - b.d.b.d) Les informations relatives à la situation financière du créancier ou débiteur ;
 - b.d.b.e) L'acte de naissance ou l'acte d'adoption de l'enfant, si nécessaire ;
 - b.d.b.f) La demande d'assistance juridique ;
 - b.d.b.g) Une copie certifiée conforme de l'acte de mariage, si nécessaire ;
 - b.d.b.h) Une copie certifiée conforme du certificat de divorce, si nécessaire ;
 - b.d.b.i) Les pièces justificatives à joindre à la demande (remarque : ces documents doivent être des originaux ou des copies certifiées conformes) ;
 - b.d.b.j) Tout autre document pertinent demandé par la juridiction/l'autorité centrale.
Remarque : les documents rédigés dans une langue étrangère/la langue originale doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme en langue géorgienne ;
- c) Conformément à l'article 63 de la Convention, la Géorgie déclare qu'elle appliquera la procédure alternative, prévue à l'article 24, lors de l'examen de la demande de reconnaissance et d'exécution de la décision étrangère.
- d) Conformément à l'article 63 de la Convention, en ce qui concerne l'article 30, paragraphe 7, la Géorgie déclare que les demandes de reconnaissance et d'exécution d'un accord en matière d'aliments devront impérativement être présentées par l'intermédiaire de l'Autorité centrale géorgienne.
- e) La Géorgie déclare que l'application de cette Convention aux régions géorgiennes d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud – occupées par la Fédération de Russie à la suite de son agression militaire illégale – commencera dès que la juridiction de facto de la Géorgie sur les territoires occupés sera pleinement rétablie. »

La Haye, le 14 mai 2024

Les notifications depositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

**CONVENTION ON THE INTERNATIONAL RECOVERY OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS
OF FAMILY MAINTENANCE
(The Hague, 23 November 2007)**

Notification pursuant to Article 65 of the Convention

RATIFICATION

Georgia, 14-05-2024

The Convention will, in accordance with its Article 60, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for Georgia on 1 September 2024.

RESERVATIONS

Georgia, 14-05-2024

"1. The following reservations shall be made with regard to the Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance:

- a) In accordance with Article 62, Georgia reserves the right to limit the application of the Convention under Article 2 (2). Thus, Georgia will apply the Convention to maintenance obligations arising from a parent-child relationship towards a person under the age of 18 years.
- b) In accordance with Article 62, Georgia makes a reservation regarding Article 44 (3) that it objects to the use of French as the language of communication between the Central Authorities."

DECLARATIONS

Georgia, 14-05-2024

"2. The following declarations shall be made with regard to the Convention of 23 November 2007 on the International Recovery of Child Support and Other Forms of Family Maintenance:

- a) In accordance with Article 4 (1) of the Convention, the Ministry of Justice of Georgia shall be designated as the Central Authority in Georgia;
- b) In accordance with Article 63 (1) and Article 11 (1) (g) of the Convention, regarding the applications under Article 10, Georgia requires the following list of additional documents and information:
 - b.a) Application under Article 10 (1) (b):
 - b.a.a) An application for the enforcement of a decision shall include:
 - b.a.a.a) Application addressed to the Supreme Court of Georgia;
 - b.a.a.b) The name of the court issuing a decision, the date of the decision and details of the parties to the proceedings;
 - b.a.a.c) Details of the bank account to which the enforced amounts should be transferred;
 - b.a.a.d) Signature of the applicant, and in case of applicant's minority, signature of the legal representative on the application;
 - b.a.a.e) Information on the whereabouts of the debtor;
 - b.a.a.f) In case of non-existence of the original document of a decision, information about the reason for this;
 - b.a.b) An application for the enforcement of a decision must be accompanied by the following documents:
 - b.a.b.a) Original document or duly certified copy of a decision;

- b.a.b.b) A document confirming the entry into force of a decision;
- b.a.b.c) A certified copy of the marriage certificate, if necessary;
- b.a.b.d) A certified copy of the divorce certificate, if necessary;
- b.a.b.e) The child's birth certificate or adoption certificate, if necessary;
- b.a.b.f) Supporting documents which should be attached to the application (Note: These documents have to be originals or certified copies);
- b.a.b.g) Any other relevant documents requested by court/the Central Authority.

Note: Documents drawn up in a foreign language/original language should be accompanied by a certified translation in the Georgian language;

b.b) Applications under Article 10 (1) (c) and (d):

b.b.a) An application on child maintenance shall include:

- b.b.a.a) Respondent's identification information (ID number, date of birth);
- b.b.a.b) An indication of the monthly amount of maintenance claimed and the period for which maintenance is sought;
- b.b.a.c) Information about the representatives of the creditor and the debtor;
- b.b.a.d) Information on the relationship between the creditor and the debtor;
- b.b.a.e) Information about the creditor's monthly expenses;
- b.b.a.f) Information on the education and employment of the parent taking care of the child;
- b.b.a.g) Reference to the evidence that should be used to substantiate the facts;
- b.b.a.h) Information on the marital and social status of the creditor and the debtor.

b.b.b) An application for the establishment of a decision awarding child support shall be accompanied by the following documents:

- b.b.b.a) Civil action;
- b.b.b.b) Documents relevant to the financial situation (e.g. income / expenditures / assets);
- b.b.b.c) Documents evidencing the termination of the marriage or other relationship, if applicable;
- b.b.b.d) The child's birth certificate or adoption certificate, if necessary;
- b.b.b.e) Application for legal assistance;
- b.b.b.f) Documents confirming the parent-child relationship;
- b.b.b.g) The decision of the appropriate authority on the appointment of a custodian or guardian;
- b.b.b.h) Supporting documents which should be attached to the application (Note: These documents have to be originals or certified copies);
- b.b.b.i) Any other relevant document requested by court/the Central Authority.

Note: Documents drawn up in a foreign language / original language should be accompanied by a certified translation in the Georgian language.

b.c) Application under Article 10 (1) (e) and (f):

b.c.a) An application for modification of a decision establishing maintenance shall include:

- b.c.a.a) The title of the court issuing the decision, the date of the decision and details of the parties to the proceedings;
- b.c.a.b) The monthly amount of maintenance claimed by the party;
- b.c.a.c) Indication regarding the changed circumstances justifying the claim for a change to the amount of maintenance;
- b.c.a.d) Details of the bank account to which the amounts awarded should be transferred;
- b.c.a.e) Reference to the evidence that should be used to substantiate the facts;
- b.c.a.f) Information on the whereabouts of the respondent;
- b.c.a.g) Signature of the applicant, and in case of the applicant's minority, signature of the legal representative on the application;

b.c.b) An application for modification of a decision establishing maintenance shall be accompanied by the following documents:

- b.c.b.a) Civil action;
- b.c.b.b) Original document or certified copy of the court's decision;
- b.c.b.c) Documents relevant to the financial situation (e.g. income / expenditures / assets);
- b.c.b.d) Information on the financial situation of the creditor/debtor;
- b.c.b.e) The child's birth certificate or adoption certificate, if necessary;
- b.c.b.f) Application for legal assistance;
- b.c.b.g) Certified copy of the marriage certificate, if necessary;
- b.c.b.h) Certified copy of the divorce certificate, if necessary;
- b.c.b.i) Supporting documents which should be attached to the application (Note: These documents have to be originals or certified copies);
- b.c.b.j) Any other relevant documents requested by Court/Central Authority.

Note: Documents drawn up in a foreign language / original language should be accompanied by a certified translation in the Georgian language;

b.d) Application under Article 10 (2) (b) and (c):

- b.d.a) An application for modification of a decision establishing maintenance shall include:
 - b.d.a.a) The title of the court issuing the decision, the date of the decision and details of the parties to the proceedings;
 - b.d.a.b) The monthly amount of maintenance requested by a party;
 - b.d.a.c) Indication regarding the changed circumstances justifying the claim for a change to the amount of maintenance;
 - b.d.a.d) Details of the bank account to which the amounts awarded should be transferred;
 - b.d.a.e) Reference to the evidence that should be used to substantiate the facts;
 - b.d.a.f) Information on the whereabouts of the respondent;
 - b.d.a.g) Signature of the applicant.
 - b.d.b) An application for modification of a decision establishing maintenance shall be accompanied by the following documents:
 - b.d.b.a) Civil action;
 - b.d.b.b) Court's original decision or certified copy of the court's decision;
 - b.d.b.c) Documents relevant to the financial situation (e.g. income / expenditures/ assets);
 - b.d.b.d) Information on the financial situation of the creditor/debtor;
 - b.d.b.e) The child's birth certificate or adoption certificate, if necessary;
 - b.d.b.f) Application for legal assistance;
 - b.d.b.g) Certified copy of the marriage certificate, if necessary;
 - b.d.b.h) Certified copy of the divorce certificate, if necessary;
 - b.d.b.i) Supporting documents which should be attached to the application (Note: These documents have to be originals or certified copies);
 - b.d.b.j) Any other relevant documents requested by court/the Central Authority.
- Note: Documents drawn up in a foreign language/original language should be accompanied by a certified translation in the Georgian language.
- c) In accordance with Article 63 of the Convention, Georgia declares that it will apply the alternative procedure, set out in Article 24, while considering the application for the recognition and enforcement of the foreign decision.
 - d) In accordance with Article 63 of the Convention, with regard to Article 30 (7), Georgia declares that applications for the recognition and enforcement of a maintenance arrangement shall only be submitted through the Central Authority of Georgia.
 - e) Georgia declares that the application of this Convention in relation to Georgia's regions of Abkhazia and the Tskhinvali region / South Ossetia – occupied by the Russian Federation as a result of its illegal military aggression - shall commence once Georgia's de facto jurisdiction over the occupied territories is fully restored.”

The Hague, 14 May 2024